

9. ECONOMIE FRANCAISE

Cours détaillé

La France est un des pays les plus riches du monde et qui a continué à s'enrichir depuis la fin des Trente Glorieuses. Il faut garder en tête qu'entre 1949 et 2008, les richesses produites ont été multipliées par plus de 8 en volume. La France en 2012 est la cinquième puissance économique en termes de PIB en valeur, au 10^{ème} rang mondial si on raisonne en dollars PPA (en parités de pouvoir d'achat). Avec un PIB/habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat de presque 28000 euros, la France est classée au 15^{ème} rang mondial, elle se situe un peu au-dessus de la moyenne de l'UE à 27, dans la moyenne de celui des pays de la zone euro et strictement équivalent à celui du Japon. Elle est située au 20^{ème} rang mondial pour son niveau de développement humain. Et pourtant les représentations des performances de l'économie française comme une économie en déclin abondent. Elles ont été particulièrement manifestes au moment de la publication, en novembre 2012 du rapport que Louis Gallois a remis au gouvernement sur la compétitivité de l'industrie française.

A cette crainte du déclin est associée l'idée qu'il faut en chercher les causes dans des spécificités de la culture française. Depuis le ralentissement de la croissance des années 1970, parler de l'économie française c'est souvent déplorer les blocages français en matière d'économie. Au terme d'une analyse culturaliste un peu rapide, le risque est grand de transformer la crise en fatalité liée à des invariants de la culture française. En témoigne le très grand nombre d'essais publiés sur ce thème, parmi lesquels on peut citer l'ouvrage au titre évocateur publié par Nicolas BAVEREZ en 2003 *La France qui tombe*. Dans un ouvrage paru en 2011 (*Les décennies aveugles. Emploi et croissance, 1970-2010*), Philippe Askenazy dresse la liste des idées reçues à ce sujet : « Les Français ne travailleraient pas assez. Ils n'auraient pas suffisamment confiance en eux-mêmes, dans les institutions, dans le marché. Ils refuseraient les adaptations nécessaires à la mondialisation. Ils seraient trop attachés à leurs avantages acquis. Ils n'auraient pas une sensibilité économique. Ils n'auraient pas une âme d'entrepreneur. Hérité du colbertisme et frappé d'obésité, leur Etat nourrirait des armées de fonctionnaires, générant du même coup une fiscalité étouffante. Les élites seraient trop technocratique, « énarquisées ». Les partenaires sociaux auraient à la fois trop et pas assez de place... ». Ainsi la dégradation des performances françaises en matière de croissance et d'emploi est souvent expliquée par des blocages propres à la société française, sans que les choix politiques qui ont accompagné les transformations de la croissance depuis une quarantaine d'années soient interrogés. Une mauvaise lecture culturaliste paraît souvent dispenser d'une réflexion plus approfondie sur les cadres de la croissance et elle paraît aussi oublieuse des bonnes performances de l'économie française pendant les Trente Glorieuses, comme si les affinités entre la culture française et l'économie avaient brutalement changé.

Les profondes transformations de l'économie française depuis la fin des Trente glorieuses nourrissent cette crainte du déclin et le sentiment d'une perte de maîtrise du destin collectif. Ces transformations appellent une réflexion sur les choix qui ont été adoptés en matière d'action publique et sur les options qui restent ouvertes.

Nous verrons dans un premier temps comment l'économie française s'est en effet trouvée profondément transformée depuis le milieu des années 1970, avant de considérer la façon dont ces transformations structurelles s'inscrivent dans des cadres institutionnels, qui permettent d'interroger les options qui restent aujourd'hui ouvertes, en évitant de faire des transformations à l'œuvre une forme de destin auquel il nous resterait à nous adapter lucidement en procédant aux sacrifices nécessaires.

1. Depuis la fin des Trente Glorieuses, l'économie française s'est profondément transformée

1.1. Le rythme de la croissance mais aussi sa nature se sont trouvées profondément modifiées

Entre 1949 et 1974, le PIB a augmenté en volume en France en moyenne de 5.4% par an. A ce rythme, les quantités de richesses produites se sont trouvées multipliées par 3.7 en 25 ans. C'est inédit dans l'histoire de l'économie française et la période qui débute au milieu des années 1970 est marquée d'abord par un net ralentissement de la croissance : entre 1974 et 2008, le PIB n'a augmenté que de 2.2% par an en moyenne, les quantités de richesses produites n'ont donc été multipliées que par 2.2 en 36 ans. Depuis, la France a connu une année de croissance négative en 2009 (-3.5%). Le phénomène s'était déjà produit en 1974 et 1993. La croissance est presque nulle pour l'année 2012, celle prévue pour 2013 est très faible.

La croissance des Trente Glorieuses était tirée par des gains de productivité élevés : entre 1949 et 1974, la productivité horaire du travail a augmenté de 5.6% par an en moyenne : en d'autres termes, les salariés français produisaient en 1974 en une heure de travail presque 4 fois plus de richesse que 25 ans plus tôt. Sur le temps long, ce sont bien ces gains de productivité qui ont permis en 130 ans (1860-1890) de multiplier les richesses produites par 10 en volume tout en divisant par deux la durée annuelle moyenne du travail : elle passe environ de 3000 h à 1500h sans augmenter massivement le nombre d'actifs occupés. Sur cette période la productivité horaire est multipliée par 25 et la productivité par tête par 13. Dès le milieu des années 1960, on observe au contraire un ralentissement de ces gains de productivité. Entre 1974 et 1990, la productivité horaire du travail n'augmente plus que de 3.1% par an en moyenne et entre 1990 et 2008, on observe un nouveau ralentissement avec un rythme annuel de 1.7%.

Ce ralentissement a différentes causes. Il traduit d'abord la fin du phénomène de rattrapage technologique qui débute avec la reconstruction, la France rattrape son retard en matière d'équipement, mais aussi de progrès technique incorporé à ces équipements. Il traduit aussi des choix de politique de l'emploi qui ont incité au retour à l'emploi des catégories moins qualifiées et moins productives. Ainsi, la croissance est plus riche en emplois, elle repose sur la mobilisation de catégories plus nombreuses, sans suffire pour autant enrayer la progression du chômage, liée au ralentissement de la croissance.

Au-delà du rythme de la croissance, les activités qui sont à l'origine de cette croissance se trouvent elles aussi modifiées : dans l'après-guerre l'économie française est essentiellement agricole et industrielle, pendant les Trente Glorieuses la croissance reposait à part égale sur l'industrie et la construction d'une part et sur les services d'autre part. Depuis, le mouvement de tertiarisation de la production s'est poursuivi. Aujourd'hui, les activités de services marchands représentent plus de la moitié des richesses produites en France, alors qu'elles n'en représentaient qu'un tiers en 1949. Sur cette même période le poids des services non marchands dans le PIB a doublé en passant de 12% à 21%, ce qui traduit le développement des systèmes d'éducation et de santé. Au total, c'est donc plus des trois quarts des richesses produites qui le sont dans une activité de service. Parallèlement le poids de l'industrie dans le PIB a été divisé par deux environ en passant de 27% à 14% et celui de l'agriculture est devenu minime, en passant de 21% à 2%. Pour rendre compte de ce mouvement de tertiarisation, il faut se souvenir qu'une partie des activités de services a été externalisée par les entreprises, ce qui accroît mécaniquement la part des services dans la production.

Si on examine enfin les composantes du PIB, on peut découper plusieurs périodes. Entre 1950 et 1975, la contribution de la consommation baisse de 65% à 52%. Cette baisse est compensée par une hausse de la contribution de l'investissement et dans une moindre mesure par les dépenses publiques. Contrairement à la représentation courante, c'est bien une progression de l'investissement qui tire la croissance pendant les Trente Glorieuses. Dans la décennie suivante, la compression des taux de marge et de la demande des ménages dépriment l'investissement. Le commerce extérieur exerce une contribution négative à la croissance. Ce sont les dépenses publiques qui prennent le relais pour tirer la croissance. Entre 1985 et 1995, les performances à l'exportation s'améliorent et la contribution du solde commercial à la croissance devient positive, en revanche la contribution de l'investissement continue à baisser. Depuis 1995, le solde commercial pèse à

nouveau négativement sur la croissance, la contribution de l'investissement a augmenté, celles de la consommation des ménages et les dépenses publiques restent stables.

1.2. La transformation de la croissance modifie les perspectives en matière de revenu et d'emploi

Entre 1950 et 2007, le salaire moyen a progressé de 2.5% par an en moyenne, mais avec une différence très sensible entre la période des Trente Glorieuses, où il progresse de 4.3% par an et la suivante où il ne progresse plus que de 1.3% par an. La rupture est encore plus sensible si on isole les 15 ans qui précèdent le choc pétrolier, où le pouvoir d'achat des ménages progresse de 5.6 % par an en moyenne et qu'on compare avec le rythme observé entre 1975 et 2007 qui n'est que de 2% par an. Cette évolution des salaires est liée à celle des gains de productivité mais d'une façon qui n'est pas mécanique : ainsi dans un premier temps du milieu des années 1960 au début des années 1980, les salaires ont augmenté tendanciellement plus vite que la productivité, ce partage des gains de productivité favorable aux salariés s'est traduit par une déformation du partage de la valeur ajoutée : la part des rémunérations qui représentait environ 70% de la valeur ajoutée atteint 74% en 1982. Ensuite, la progression du chômage et l'adoption d'une politique de désinflation compétitive avec notamment la désindexation des hausses de salaires sur les prix (1983), ont entraîné une progression plus lente des salaires et au contraire un partage de la valeur ajoutée moins favorable aux salariés : la part des salaires baisse, elle atteint 65% en 1989, depuis elle reste à peu près stable. Pour compenser ce ralentissement des hausses de salaire, les ménages ont eu tendance à puiser dans leur épargne : entre 1975 et 1987, le taux d'épargne est divisé par deux : il passe de 21% à 12%, depuis il est légèrement remonté à 15%.

Depuis 1974 on assiste aussi à une modification de la composition du revenu des ménages avec une hausse de la part des prestations sociales, qui double en passant à environ 30% du revenu disponible brut (RDB). La part des revenus du patrimoine augmente elle aussi en passant de 10% à 25% entre 1960 et 2007. Sur la même période, les revenus du travail diminuent légèrement passant de 80% à 70% du RDB. Le total est supérieur à 100% parce qu'il faut déduire de ces revenus les prélèvements obligatoires, dont la part a doublé pour représenter aujourd'hui 25% du RDB.

Au-delà des revenus, ce sont aussi les emplois occupés qui sont profondément transformés. Dans les années 1950, les services marchands, l'industrie et l'agriculture se partageaient à parts à peu près égales la population active. En 2007, les services occupent environ $\frac{3}{4}$ des actifs. Les effectifs dans l'industrie ont très légèrement augmenté jusqu'en 1974 pour décroître ensuite, avec le bâtiment elle occupe aujourd'hui 22% des actifs occupés. L'agriculture a vu sa part dans l'emploi total diminuer : elle passe de 30% environ dans l'après-guerre à 2% aujourd'hui. Parallèlement on observe une baisse de la part des ouvriers dans cette population active : elle passe de 40% environ au début des années 1960 à 25% aujourd'hui. En revanche, la part des employés augmente de 10 points (de 18% à 28%). Loin d'être une économie où les salariés d'exécution auraient disparu et les catégories populaires avec eux, dans plus d'un cas sur deux les actifs sont ouvriers ou employés. Les professions intermédiaires représentaient moins d'un actif sur 10, ils sont aujourd'hui 25% environ des actifs. La part des cadres a augmenté elle aussi de 5% à 15%. Ces évolutions reflètent une hausse globale du niveau de qualification des emplois et des salariés qui les occupent. Ainsi, la part des salariés qui ont au moins le baccalauréat passe de moins de 10% au début des années 1960 à plus de 50% aujourd'hui. En même temps, les emplois non qualifiés représentent encore 25% de l'emploi total. Cette part est en augmentation de puis le début des années 1990, en raison des incitations créées par les allègements de cotisations sociales sur les bas salaires.

Les statuts de ces salariés se sont aussi diversifiés au point que se développe une segmentation du marché du travail. La première évolution importante, c'est la forte progression du chômage : il ne touchait que 2% des actifs jusqu'au début des années 1960 et il touche aujourd'hui un peu plus de 10% de la population active. Ensuite, on observe un mouvement continu de salarisation : 56% des actifs au début du XXème siècle, 70% au

début des années 1960 et 90% aujourd'hui. La progression s'est d'abord faite par la disparition progressive des paysans et des petits indépendants, commerçants et artisans et donc par la transformation de travailleurs indépendants ou de leurs enfants en salariés. A partir des années 1950, c'est surtout la progression des catégories salariées autres que les ouvriers qui explique la progression de la part des salariés. Aujourd'hui, la part des indépendants a cessé de régresser et la frontière entre salariés et indépendants est devenue poreuse. Certains salariés deviennent les sous-traitants de l'entreprise qui les employait et qui reste en fait donneuse d'ordre. Par ailleurs, la stabilité de l'emploi et des revenus, qui caractérisaient le statut de salarié par rapport à celui des indépendants, se trouve remise en cause par le développement de formes atypiques d'emploi : les emplois temporaires, que ce soit des missions d'intérim ou des contrats à durée déterminée mais aussi les emplois à temps partiel. Depuis 1990, la part des emplois temporaires est passée de 10% à 15% de l'emploi total, celle des emplois à temps partiel de 12% à presque 20%.

Enfin, dernière évolution de la structure des emplois, le mouvement de féminisation de la population avec une forte progression des taux d'activités féminines, le développement de la bi-activité dans les couples et l'arrêt moins fréquent des carrières à la naissance des enfants.

Dans un contexte où la part des profits dans la valeur ajoutée a diminué et où la demande adressée aux entreprises a ralenti du fait de la progression plus lente de la consommation des ménages (elle augmente de 5.6% par an en moyenne entre 1960 et 1974 puis seulement de 2.6% entre 1974 et 1987), les deux principaux déterminants de la décision d'investir jouent négativement sur les taux d'investissement (dépenses d'investissement/valeur ajoutée). En fait, ce taux baisse presque continuellement depuis les années 1950 à l'exception de la seconde moitié des années 1980 et la seconde moitié des années 1990 où on observe une reprise de l'investissement. Entre 1974 et le début des années 1980, la contraction des marges a entraîné une forte progression de l'endettement des entreprises dans un contexte de taux d'intérêt élevés. Depuis, la remontée des taux de marge et la détente des taux d'intérêt a permis un désendettement des entreprises. Mais la stabilité du taux de marge cache des évolutions dans son utilisation, en particulier la progression importante de la part consacrée à la rémunération des bénéficiaires distribués aux propriétaires qui sont parfois des actionnaires : alors qu'en 1974 cette part représentait 10% environ, elle représente aujourd'hui 25% de l'excédent brut d'exploitation.

2. Ces transformations structurelles de l'économie française s'inscrivent dans un mouvement de transformation des institutions qui régulent l'économie

2.1. La disparition du régime fordiste de croissance

Lorsque les économistes cherchent à rendre compte de la rupture avec le régime de croissance des Trente Glorieuses, ils sont amenés à interroger les conditions qui avaient soutenu la croissance pendant cette période. Les travaux des économistes institutionnalistes sont particulièrement précieux puisqu'ils donnent à penser la façon dont les mécanismes de marché se trouvent encadrés par des institutions, qui varient dans le temps et dans l'espace et qui conditionnent la façon dont l'accumulation du capital peut se poursuivre pour assurer une croissance équilibrée. Ils caractérisent souvent la période des trente Glorieuses comme celle d'un capitalisme fordiste, où l'accumulation du capital à la source de la croissance est rendue possible par différentes régulations institutionnelles qui rendent possibles la progression parallèle d'une production de masse et d'une consommation de masse, c'est-à-dire d'une demande solvable susceptible de rencontrer l'offre des entreprises ou encore une croissance équilibrée de l'offre et de la demande sans perturbations majeures. On a même pu penser à cette époque que le spectre des dépressions était définitivement éloigné. Ce régime d'accumulation est porté d'abord par une forme d'organisation du travail, le fordisme, qui permet grâce à une standardisation des produits de bénéficier de rendements d'échelle élevés et de gains de productivité importants. Le partage de ces gains de productivité est régulé de telle sorte qu'il permette à la fois une progression des salaires et une progression des profits. La progression des salaires au rythme de la productivité assure le développement d'une demande pour la production des entreprises. Cette progression est

soutenue par un syndicalisme fort et dont les revendications se concentrent sur la progression des salaires, qui est la base d'un compromis salarial avec le patronat. Elle est soutenue ensuite par la progression des revenus sociaux et de différentes formes de redistribution des revenus qui solvabilisent la demande de larges catégories de la population. Le développement du crédit pour les ménages permet à de nombreux ménages d'accéder à la propriété et donc de stimuler la demande de logements, ce financement par le crédit est facilité par une inflation relativement forte qui vient alléger le poids des remboursements. Enfin, les politiques conjoncturelles permettent de soutenir la demande dans les phases du cycle où la croissance ralentit. Ces mesures d'inspiration keynésienne font consensus à l'époque, dans un cadre où la faible ouverture de l'économie française permet qu'une relance de la demande ne se traduise pas par une hausse de la demande de produits importés et donc par une dégradation du solde commercial.

Ce régime de croissance entre en crise d'abord parce que les gains de productivité s'épuisent dès le milieu des années 60, ce qui rend plus difficile d'assurer une progression des salaires sans nuire à la possibilité pour les entreprises de financer des investissements. On sort d'un régime de croissance intensive tirée par des gains élevés de productivité pour entrer dans un régime extensif. Les entreprises font face à une demande qui évolue : certains marchés sont saturés parce que l'ensemble des ménages se sont progressivement équipés des produits phares de la société de consommation, en particulier pour l'équipement de la maison et l'automobile. La demande devient ensuite plus exigeante en termes de qualité et de variété des produits. Les entreprises pour répondre à ces fluctuations de la demande, à la fois en quantité et en qualité, sont contraintes de mettre en place des formes plus flexibles de production, peu compatibles avec la production de masse standardisées du régime fordiste. Ensuite, les déséquilibres s'accumulent puisque le ralentissement de la croissance entraîne une progression du chômage, qui fragilise durablement le compromis salarial conclu à la période précédente : le rapport de force devient moins favorable aux salariés, le partage des gains de productivité leur est moins favorable, ce qui comprime la progression des salaires et de la demande. Le cadre des négociations collectives en matière de salaire se disloque avec un affaiblissement des syndicats et une forte individualisation des carrières et des salaires. Logiquement on observe une progression des inégalités et une segmentation du marché du travail, les fruits de la croissance faible sont répartis de façon inégalitaire. Le système de protection sociale lui-même évolue en ciblant certaines aides sur les populations qui ont les ressources les plus faibles dans une logique d'assistance. La demande des plus pauvres se trouve solvabilisée mais au prix d'un éclatement des principes de solidarité assurantielle. Comme l'explique Pierre Rosanvallon, on assiste à une triple crise de l'État-Providence : crise de financement puisque les dépenses progressent avec la crise alors que les ressources diminuent tendanciellement avec la plus faible progression des revenus ; crise d'efficacité puisque des personnes de plus en plus nombreuses échappent au filet de protection sociale ; crise de légitimité enfin puisque dans un système assistantiel, les classes moyennes peuvent considérer qu'elles contribuent avec des prélèvements de plus en plus élevés à un système qui les protège de moins en moins bien. Enfin, la plus grande ouverture de l'économie française rendait plus difficile la pratique de politiques de relance isolées.

Ainsi, on peut considérer, la période de faible croissance que nous traversons comme l'expression d'une crise du mode de régulation qui prévalait pendant les Trente Glorieuses, sans que pour autant de nouvelles institutions aient pu prendre efficacement le relais. Le projet d'intégration européenne peut malgré tout apparaître comme une forme d'adaptation à ce nouveau cadre de la croissance et donc comme une promesse de cadres institutionnels propices à une nouvelle phase de croissance.

2.2. L'intégration européenne s'est accompagnée d'une transformation du cadre de l'action publique.

Le processus d'intégration européenne modifie profondément l'économie française d'abord en ouvrant des perspectives nouvelles de croissance grâce à un élargissement du marché